Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Vendredi 8 janvier 2016

AMBASSADE DE FRANCE EN BULGARIE

LA PRESSE BULGARE – N°4093

Les chiffres

Croissance économique en Bulgarie : volontarisme du premier ministre, réalisme des experts

La réforme

La modernisation des forces armées … sous forte contrainte budgétaire

L'analyse

La Bulgarie, un système politique de plus en plus étranglé par l'autoritarisme

Cette revue de presse, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, se limite à présenter des éléments publiés dans les médias bulgares. Elle ne reflète en aucun cas la position de l'ambassade ou du gouvernement français.

© Tous droits de diffusion et de reproduction de cette revue de presse sont réservés à l'Ambassade de France en Bulgarie

Les chiffres

Croissance économique en Bulgarie : volontarisme du premier ministre, réalisme des experts

Dans une interview pour 24 tchassa, le vice-premier ministre Tomislav Dontchev revient sur les propos du premier ministre Boïko Borissov sur la croissance économique de la Bulgarie. Mardi dernier, lors de la remise des premiers contrats dans le cadre du programme opérationnel Compétitivité, M. Borissov a déclaré qu'une croissance de 3% en 2016 ne le satisferait pas. Selon lui, l'objectif devrait être une hausse de 4,5%. Ce niveau est presque deux fois plus grand que la hausse de 2,1% envisagée par le ministère des finances, précise le site financier pariteni.bg.

Pour 24 tchassa, M. Dontchev explique qu'il ne faudrait pas considérer le chiffre lancé par le premier ministre comme un espoir, mais plutôt comme un objectif ambitieux. Il énumère les quatre facteurs sur lesquels il compte pour une accélération visible de la croissance : hausse de l'exportation et de la consommation intérieure, rôle de l'Etat

comme investisseur (fonds européens et budget national), et la stabilité du pays.

Mais cet optimisme n'est pas partagé par les experts, y compris par le ministre des finances Vladislav Goranov. Dans une interview pour Bulgaria On Air, il a déclaré n'être pas prêt à changer les chiffres de son pronostic pour 2016 et a refusé de commenter les espérances optimistes avant le mois de mars. Selon les experts, les facteurs qui doperaient la croissance ne sont pas là. Le niveau possible selon les économistes est proche de celui de la hausse de 2015 : autour des 3%, évalue pariteni.bg.

Capital Daily titre : « La Banque mondiale : la hausse en Bulgarie reste en dessous des 3% jusqu'à 2018 ». Le journal se réfère au nouveau rapport « Perspectives économiques mondiales » des experts de la banque, selon lequel 2016 sera marquée par un ralentissement de la croissance du PIB jusqu'à un taux de 2,2%. En 2017 et 2018, ce taux pourrait atteindre 2,7%. Selon la banque, la Bulgarie compte parmi les pays qui seront les plus touchés par le ralentissement de la croissance de l'économie turque. Les problèmes économiques de la Chine et de la Russie seront également ressentis en raison de l'étroitesse des relations commerciales et financières de l'économie bulgare avec les grands marchés émergents.

L'économiste d'Industry Watch Latchezar Bogdanov donne davantage d'arguments qui contredisent l'optimisme du premier ministre et qui peuvent être lus comme une réponse indirecte aux réflexions de M. Dontchev. Selon l'économiste, en 2015, avec un contexte plus favorable qu'en 2016, la Bulgarie n'avait pas réussi à dépasser un taux de 3%. On voit donc mal comment elle ferait mieux cette année. 2016 sera également beaucoup plus difficile en terme d'absorption des fonds européens à cause du changement du cycle de programmation financière. A cela s'ajoutent les prévisions de ralentissement des économies européennes, auxquelles la Bulgarie est très liée. De surcroît, les espoirs d'une hausse des exportations sont fortement exagérés. Quant aux investissements, M. Bogdanov prévient que la croissance économique significative du PIB du pays dans la période entre 2001et 2003 et 2005 et 2008 (jusqu'à 6,2%) était liée à une forte hausse des investissements (entre 12 et 23% selon les années) qu'il est peu probable de voir revenir. (**24 tchassa, Capital Daily, pariteni.bg, bgonair.bg**)

La réforme

La modernisation des forces armées … sous forte contrainte budgétaire

La version publique du plan pour la réforme de l'armée 2020, adopté par le Conseil des ministres en décembre 2015, a été publiée sur le site gouvernemental. Ce plan de réforme reflète la vision du ministre de la défense Nikolaï Nentchev qui s'est engagé à diminuer la dépendance de la Russie dans le domaine militaire. Il prévoit le renouvellement des armements (l'achat d'avions de chasse et des navires de guerre) et le renforcement de la capacité de combat (l'acquisition par l'armée de terre d'une capacité à l'action en terrain accidenté afin de répondre à la menace des flux migratoires) pour des centaines de millions de leva en vue d'une modernisation de l'armée dont les effectifs devront diminués progressivement.

Le nombre des effectifs des forces armées a atteint un seuil critique au-dessus duquel certaines tâches principales ne pourront pas être accomplies (entre 3600 et 4000 postes vacants selon des sources officieuses). Cela est dû à l'absence de modernisation et au rythme ralenti des restructurations (au niveau des biens immobiliers, de l'armement, des équipements et des munitions) qui sont censées dégager des ressources pour pouvoir faire face aux tâches avec moins d'effectifs. Au fur et à

mesure du processus de modernisation, il est prévu que le nombre d'effectifs militaires devant être maintenu, dans un premier temps, entre 37 000 et 40 000, diminue progressivement pour atteindre les 37 000, un seuil à ne pas dépasser. Ainsi on diminuera la masse salariale. Des mécanismes juridiques garantiront que les fonds ainsi dégagés seront réinvestis dans la défense en vue de sa modernisation. Il est prévu que d'ici 2020, l'armée bulgare dispose de 102 chars, de 29 avions de combat, de 7 navires de guerre, de 17 moyens sol-air, de 20 systèmes de radar, d'un système aérien sans équipage (UAS) et de 4 véhicules aériens sans équipage (UAV).

Ce plan de réforme ambitieux, divisé en deux étapes de deux ans chacune, implique une augmentation tangible du budget. La première étape de réalisation du plan (2016-2018) correspond aux prévisions budgétaires à moyens terme pour la période adoptées par le Conseil des ministres. La seule augmentation du budget n'aura lieu qu'en 2016 après l'octroi des 80 millions supplémentaires pour démarrer le processus d'achat de nouveaux chasseurs et de nouveaux navires de combat. On a ainsi atteint un budget de 1,287 milliards, soit 1,35% du PIB. En 2017, le budget diminuera en revanche à 1,172 milliard (1,28% du PIB). Ce pourcentage sera maintenu en 2018 bien que le plan de réforme prévoie un budget de 1,214 milliards de leva pour cette même année. Cela occasionnera un déficit de 119 millions de leva (pour les deux premières années du plan), nécessaires pour le recrutement de 1300 militaires et la poursuite des projets de modernisation (destruction des munitions inutiles, formation des unités militaires) qui constituent les objectifs principaux de la première étape du plan. Enfin, la version publique du plan de réforme ne permet pas de comprendre comment le pourcentage de 1,5% du PIB promis sera atteint pendant la deuxième étape du plan de 2018-2020. Par conséquent, la Bulgarie ne pourra pas tenir sa promesse d'un budget militaire de 2% du PIB, faite lors du sommet de l'OTAN au Pays de Galles. Un engagement est obligatoire pour tous les membres de l'OTAN. (**mediapool.bg, Sega**)

L'analyse

La Bulgarie, un système politique de plus en plus étranglé par l'autoritarisme

Capital Daily publie des extraits de l'analyse de Teodor Slavev, membre de l'équipe de l'Institut bulgare pour les initiatives juridiques, dont voici une synthèse.

Si les notions d'autoritarisme doux, de gouvernance par téléphonie mobile, de messianité populaire conviendraient pour qualifier le premier gouvernement avorté de Borissov, celles-ci ne seraient pas suffisamment fortes pour décrire la complexité de la situation actuelle à l'aune du contexte géopolitique tendu.

Le réveil de Dogan est inquiétant dans la mesure où il a été actionné de l'extérieur selon la technique du réveil des cellules dormantes. La symbolique politique de son discours a émis deux signaux d'avertissement : l'éloge de l'autoritarisme moderne russe et le limogeage spectaculaire de Mestan. Ceux-ci étaient adressés non seulement aux hommes et aux femmes politiques du MDL mais à quiconque décidait d'emprunter une voie non conforme à l'intérêt économique de l'oligarchie et de ses représentants ploutocrates.

Les tests de modèles d'autoritarisme dans la société bulgare, encore superficiels, risquent de s'approfondir au fur et à mesure de la campagne présidentielle au point de devoir expliquer la « stabilité » par le besoin de concentration de plus de prérogatives de pouvoir y compris dans le domaine de la sécurité. Or, l'autoritarisme règne déjà dans les domaines de l'économie, de la justice et des médias, le point d'intersection entre ceux-ci étant le modèle oligarchique de gouvernement actuel.

En effet, toute la période de transition pourrait être décrite comme l'histoire de la concentration, suivie de la « re-concentration » du pouvoir économique. La concentration de marchés publics indépendamment de la nature des fonds, européens ou nationaux, est très préoccupante : des appels d'offre sont élaborés « à la carte » en fonction des candidats favoris. Ainsi, les cercles de partis autour des entreprises se sont substituaient aux cercles d'entreprises entourant les partis. Cela met en cause la qualité des travaux réalisés, renforce les inégalités sociales et rend impossible la rupture du modèle de prise de décision sous la pression du capital économique. Dans le domaine de la justice, le modèle autoritaire est également imposé par l'ingérence économique par l'intermédiaire des partis et du pouvoir illimité du procureur général. Ainsi, les institutions politiques encerclées, et donc maîtrisées, ne sont pas en mesure d'accomplir leurs missions. La répression économique effectuée par la soumission du pouvoir judiciaire fait partie des caractéristiques classiques de l'autoritarisme.

La célèbre phrase de Václav Havel « celui qui est soumis a le droit d'être laissé tranquille » permet de donner une idée de l'autoritarisme médiatique en Bulgarie où les médias sont au service de ceux qui sont forts « économico-politico-juridiquement ». La propagande de l'autoritarisme est véhiculée comme une idéologie ayant envahi presque toute tribune médiatique. La pluralité des opinions est sensée tenir lieu de pluralisme des médias.

Enfin, l'autoritarisme ne supporte aucune opposition. En Bulgarie, celle-ci n'existe pas à force d'être endormie par des dotations. Or, l'opposition à l'autoritarisme de gauche comme de droite constitue la seule chance pour les Bulgares restés en Bulgarie. L'instrument dont nous disposons est la lutte pour un pouvoir judiciaire indépendant et impartial. (**Capital**)